

## GRECE

### GRECE

<b>Population :</b>	<b>11 047 000 habitants</b>
<b>Nombre de syndiqués :</b>	<b>650 000 à 1 000 000</b>
<b>Taux de syndicalisation :</b>	<b>25 à 45 %</b>

Le nombre de syndiqués en Grèce est d'environ un million selon les chiffres fournis par les organisations syndicales, et d'environ 650 000 selon d'autres estimations. En tenant compte des adhérents qui ne sont pas salariés, on arrive à un taux de syndicalisation compris entre 25 et 45 %. Une étude publiée en 2001 par la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs de Grèce), la principale confédération, et ne comptabilisant que les adultes, estimait que le taux de syndicalisation était de 30 %. Le peu de fiabilité des données chiffrées rend difficile l'évaluation des tendances à long terme du taux de syndicalisation. La GSEE déclare qu'il s'est accru de 15 % dans les trois dernières années.

Il existe en Grèce deux principales confédérations :

- GSEE, qui est implantée dans le secteur privé,
- ADEDY, dont les membres appartiennent au secteur public, aux ministères, aux collectivités locales et autres institutions étatiques.

La GSEE a déclaré lors de son congrès de mars 2004 avoir 840 000 adhérents, mais d'autres estimations tournent autour de 500 000. ADEDY a entre 100 000 et 200 000 membres.

Les deux confédérations sont d'accord pour travailler ensemble, avec pour projet une éventuelle fusion. Un certain nombre d'organismes sont d'ores et déjà dirigés conjointement par les deux confédérations, comme par exemple l'institut de recherche (INE). Il existe également un certain nombre de confédérations de plus petite taille.

La législation grecque prévoit trois niveaux d'organisation pour les syndicats :

- A la base on trouve 4 000 à 5 000 syndicats de premier niveau. Ils ont une personnalité juridique et leur activité est encadrée par la loi. Dans le passé, les syndicats de premier niveau étaient principalement basés sur la profession mais limités à une zone géographique restreinte. Beaucoup d'entre eux sont cependant maintenant regroupés par entreprise ou peuvent aussi couvrir des structures nationales ou régionales plus importantes. La conséquence de cette situation est qu'il peut exister plusieurs syndicats sur un même lieu de travail.

- On trouve ensuite les organismes de 2° niveau : fédérations d'industrie et structures régionales. Chaque syndicat de premier niveau choisit à quelle structure de second niveau il s'affilie.

- On trouve enfin des structures de 3° niveau : des confédérations composées d'organismes de second niveau. La GSEE comporte 150 structures de second niveau (69 fédérations d'industrie et 82 structures régionales). ADEDY est organisée par ministère.

Il en résulte une grande fragmentation organisationnelle. De plus, la pression financière qui a conduit à des fusions dans d'autres pays est moins marquée en Grèce : les syndicats tirent en effet la plupart de leurs ressources non de leurs adhérents mais de

## GRECE



l'Etat par le biais d'un fond auquel contribuent tous les salariés, qu'ils soient syndiqués ou non. Les confédérations ont fait quelques efforts pour réduire la fragmentation organisationnelle du syndicalisme, par exemple en encourageant la coopération entre les fédérations d'industrie, mais cette évolution est lente.

Le syndicalisme en Grèce est traditionnellement très politisé, et les principaux partis politiques sont représentés directement dans le mouvement syndical par le biais de regroupements politiques organisés. L'exécutif national de la GSEE élu lors du congrès de mars 2004 comportait 21 membres liés au PASOK (socialiste), 11 proches du parti conservateur " Nouvelle Démocratie ", 10 liés au parti communiste, 2 à la gauche indépendante et aux écologistes.

Les confédérations GSEE et ADEDY participent au Forum social grec, et jouent un rôle important dans la préparation du Forum social européen de 2006.

### ELEMENTS CHRONOLOGIQUES

**1879** : à la suite d'une grève, fondation du premier syndicat parmi les charpentiers des chantiers navals de l'île de Syros.

**1880 à 1890** : la syndicalisation gagne les typographes, les marins, les métallos.

**1911** : fondation de la première organisation nationale, la Fédération ouvrière panhellénique.

Législation sociale avancée mise en place par le gouvernement libéral de Venizelos. Avant 1914 : durcissement du syndicalisme et des grèves, légalisation des syndicats qui obtiennent le droit de négocier les conventions collectives.

Il n'existe pas de parti ouvrier de masse.

**1918** : fondation du PC en novembre sous le nom de SEKE (et qui s'appellera KKE en 1924),

fondation de la première confédération syndicale.

**1919** : multiplication des grèves dans les villes principales, arrestations et déportation de militants syndicaux.

**1920** : les ouvriers occupent la ville de Volos les 28 et 29 février, répression farouche, fort développement syndical après 1922. Trois grandes tendances cohabitent dans la confédération GSEE : communiste, socialiste, "réformiste".

**1923** : interdiction de confédération syndicale dirigée par les communistes, grèves très dures, le gouvernement recule.

**1925** : le coup d'Etat du 25 juin rend plus difficile l'action syndicale, interdiction du parti communiste.

**1926** : le PC est écarté de la direction de la confédération GSEE.

**1928** : retour d'un gouvernement libéral (Venizelos).

**1928** : 450 000 syndiqués.

**1929** : le PC fonde la GSEE-unitaire.

**1930** : les socialistes quittent à leur tour la GSEE qui reste aux seuls mains des "réformistes".

**1934** : pacte de Front populaire entre le PC, le PS et les deux GSEE ; réunification syndicale.

## GRECE



**1934-1936** : multiplication des grèves et des manifestations, affrontements sanglants entre grévistes et forces de police.

**4 août 1936** : dictature du général Métaxas, interdiction des grèves.

Contrôle de l'Etat sur le syndicalisme :

- le ministre choisit dans chaque métier et industrie un syndicat pour représenter les travailleurs et négocier en leur nom,
- la direction de la GSEE est nommée par le gouvernement,
- introduction en 1938 du "check-off" : la cotisation syndicale est prélevée par l'employeur et reversée à la GSEE ; ce système sera maintenu jusqu'à la Libération.

**1941** : occupation allemande, le PC (KKE) organise la résistance.

**1944** : le PC (KKE) détient de fait le pouvoir.

Les syndicalistes résistants (pour l'essentiel communistes) prennent possession des locaux de la GSEE.

Début de la guerre civile en décembre, les communistes sont démis de leurs fonctions à la tête de la GSEE.

**1948** : Fotis Makris nommé à la tête de la GSEE par le gouvernement populiste.

**1949** : fin de la guerre civile, les conservateurs au pouvoir pour 15 ans.

Répression, exil de militants. Pendant 25 ans la direction du PC vit en URSS et en Roumanie.

**1956** : crise du PC.

**1964** : brève période démocratique (Papandréou), Fotis Makris est contraint de démissionner.

**1967** : dictature des colonels, retour de la mainmise sur le syndicalisme.

**1968** : création du " PC de l'intérieur " qui se bat clandestinement en Grèce contre la dictature contrairement au " PC dit de l'extérieur " qui agit depuis Moscou. Le KKE dit de l'intérieur condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et agit avec les partis bourgeois contre la dictature militaire.

Constitution de syndicats clandestins :

- ESAK, proche du PC pro-russe
- AEM, proche du PC dit de l'intérieur,
- PASKE, proche du PASOK (socialiste).

**1974** : révolte des étudiants de l'Ecole polytechnique d'Athènes, fin de la dictature et de la monarchie, mise en place d'un gouvernement de droite.

Effondrement du PC dit de l'intérieur (1% aux élections, influence syndicale médiocre).

Légalisation du PC pro-russe (KKE) qui a conservé son influence dans les secteurs ouvriers traditionnels (bâtiment, électricité, textile).

Le PASOK (Papandréou) en tête dans la métallurgie, la chimie, le secteur public. Le PASOK devient le premier parti socialiste de masse de l'histoire grecque.

Reconstitution de la GSEE regroupant l'ensemble des sensibilités politiques. Les syndicats clandestins constitués sous la dictature parviennent à s'y faire reconnaître comme tendances.

## GRECE



Jusqu'en 1981-1982 la tendance proche du pouvoir (de droite) dirige la GSEE.

**1975** : la Constitution garantit :

- le droit de grève (pour la première fois), octroyé aux seules organisations syndicales (loi de 1976),
- mais interdiction de toute grève politique et autorisation du lock-out.

**1981** : gouvernement PASOK (socialiste) en novembre, soutenu au début par le PC (KKE).

**1982** : la loi de juillet modifie radicalement la situation syndicale :

- négociation collective avec l'employeur,
- exercice de l'activité syndicale sur le lieu de travail,
- abolition du lock-out,
- interdiction faite à l'employeur de recruter du personnel temporaire pour briser une grève,
- autorisation des grèves de solidarité et des grèves politiques pour défendre le régime démocratique,
- réintégration de travailleurs licenciés.

**1983** : disparition des tendances de droite et d'extrême-droite au sein de la GSEE, les socialistes y ont 57 % des suffrages, les communistes 39 %, les eurocommunistes 4 %.

Tournant anti-PASOK du KKE qui coopère avec la droite contre le PASOK.

Le KKE crée Synaspismos avec quelques anciens du PC de l'intérieur et du PASOK.

Départ du KKE d'une partie des intellectuels et de la plupart des étudiants, qui créent le NAR (Nouveau courant de gauche).

**1989** : la droite gagne les élections.

**1990** : le KKE quitte Synaspismos (qui soutient les réformes Gorbatchev), et perd ainsi la plus grande partie de ses députés, intellectuels et cadres.

Fermetures d'entreprises, licenciements, privatisations, la privatisation de l'opérateur de télécommunications OTE déchire la droite.

**1990** : mobilisation lycéenne.

**1992** : grève des autobus d'Athènes (EAS).

**1993** : retour du PASOK au gouvernement (octobre).

**1995** : des dissidents du PASOK fondent le DHKKI.

**1996** : le KKE confirme son orientation néostalinienne.

Luttes sociales : Olympic Airways, Banque Ionienne, enseignants...

Affirmation d'une gauche syndicale.

**2000** : aux législatives du 9 avril le PASOK devance "Nouvelle Démocratie" qui progresse de 5%.

**2001** : grèves générales les 26 avril et 27 mai contre la réforme des retraites.

**2004** : "Nouvelle Démocratie" en tête aux élections législatives du 7 mars.

## GRECE

### QUELQUES ELEMENTS SUR LES PARTIS POLITIQUES GRECS

#### PARTIS PRESENTS AU PARLEMENT (élections de 2004)

NOM ET ANNÉE DE FONDATION	DIRIGEANTS CONNUS	ORIGINE ET ORIENTATION	SCRUTIN D'AVRIL 2004	SCRUTIN DE MARS 2004	SIÈGES 2004
Nouvelle Démocratie (1974)	Costas Karamanlis (a)	Droite	42,74%	45,36%	165
PASOK (1974)	Georges Papandréou (b)	Socialiste (social-libéral)	43,79%	40,55%	117
DIKKI (1995 à 2004)	Dimitris Tsovolas	Ex du PASOK	2,69%	1,79%	0
KKE (c) (1918)	Aleka Pappariga	PC néo-stalinien publiée Rizospasti	5,52%	5,90%	12
Synaspimos (d) (1992)	Alekos Alavanos, Konstantopoulos	Ex de KKE, EAR, PASOK, écologistes et indépendants de gauche	3,20%	3,26%	6

(a) neveu de Constantin Karamalis au pouvoir en 1956-1963 et 1974-1980.

(b) petit-fils de Georges Papandréou (centre) au pouvoir en 1963-1967 et fils d'Andréa Papandréou (PASOK) au pouvoir en 1981-1989 et 1993-1996.

(c) Le KKE est membre du groupe GUE au Parlement européen. Le KKE satellise aujourd'hui des petites forces nationalistes. Il est très opposé au FSE.

(d) Synaspismos participe au Parti de la gauche européenne aux côtés de divers PC et du PRC italien. Membre du groupe GUE au Parlement européen. Participe au Forum Social Grec.

#### DIVERSES ORGANISATIONS ISSUES DU KKE (parti communiste)

**NAR** Issu d'une scission de gauche des jeunes du KKE quand celui-ci avait décidé de participer à un gouvernement avec la droite pour faire tomber le gouvernement PASOK.

C'est le premier parti à gauche du PASOK dans la jeunesse, il a obtenu 0,15 % des voix en 2004 dans le cadre de la coalition MERA.

NAR n'a pas participé à la préparation FSE, mais une partie des militants pense qu'il faudrait le faire.

**KEDA** Exclus ou démissionnaires du KKE (Yanis Theonas, Mitsos Kostopoulos)

KEDA a formé des listes "électorales unitaires avec Synaspismos

Ses militants participent au Forum social Européen

**AKOA** Eurocommunistes de gauche issus du PC dit de l'intérieur (Yanis Banias), Dirige le journal Epohi (cf. Manifesto en Italie),

A formé des listes unitaires avec Synaspismos.

Ses militants participent au Forum social européen.

## GRECE

### ORGANISATIONS D'ORIGINE MAOÏSTE

**KOE** Se définit comme "patriote de gauche", publie "Aristera!" depuis 1996.  
KOE se présente dans le FSE comme "composante anti-impérialiste".

**KKE-ML** Publie "Laikos Dromos"

### ORGANISATIONS DE TRADITION TROTSKYSTE (soutiennent le FSE)

**SEK** Affilié à l'IST, le courant auquel appartient le SWP britannique.  
SEK est en importance la 2ème organisation de l'IST.

A obtenu 0,10% en 2004 sous le nom Anikapitalistiki Symmachia  
(Panos Garganas et Maria Styllou)

**DEA** Scission du SEK (Antonis),  
Etroitement lié à ISO (International Socialist Organization), le principal groupe  
d'extrême gauche des USA.

A formé des listes unitaires avec Synaspismos.

**Kokkino** scission de DEA

**OKDE Spartakos** Lié à la LCR française, avait appelé à voter NAR ou SEK en 2004

**OKDE-Ergatiki Pali** scission de l'OKDE

**Xekinima** Affilié au CWI (ex-"Militant Tendency" britannique).

### AUTRES ORGANISATIONS DE GAUCHE

- Réseau pour les droits politiques et sociaux, participant au forum social grec.  
- Mouvement des citoyens actifs, fondé en 2002 par le dirigeant de la Résistance  
(Yanis Glezos).

- Toute une mouvance anarchiste et autonome.

- Au sein de la confédération syndicale GSEE, existe le courant PAME animé  
par des militants néo-staliniens du KKE, liés notamment au PTB une organisation  
belge de filiation mao-stalinienne.

### SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :

Labour research department : "Worker représentation in Europe" (mai 2004) [www.lrd.org.uk](http://www.lrd.org.uk)

Jean Sagnes : " Histoire du syndicalisme dans le monde " (1994)

Michel Launay : " Le syndicalisme en Europe " (1990)

Inprecor : <http://www.inprecor.org/>

IRES : [www.ires-fr.org/files/ires/IRES.htm](http://www.ires-fr.org/files/ires/IRES.htm)

Wikipedia : [http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_political\\_parties\\_in\\_Greece](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_political_parties_in_Greece)